



Orban et le souverainisme obsidional

Paul Gradvohl

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2017/1 Printemps**, PAGES 35 À 45
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365676458

DOI 10.3917/pe.171.0035

Date de mise en ligne : 13/03/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2017-1-page-35?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Orban et le souverainisme obsidional

Par **Paul Gradvohl**

Paul Gradvohl, docteur en histoire de l'université Paris Sorbonne, est maître de conférences à l'université de Lorraine. Il a dirigé le Centre de civilisation française et d'études francophones de l'université de Varsovie de 2012 à 2016.

Les régimes d'Europe centrale tentés par l'autoritarisme et le souverainisme s'appuient sur le retour à un passé mythique, qui s'articule paradoxalement à une reprise de certaines pratiques des temps communistes. D'autres dimensions caractérisent leur glissement hors de l'état de droit démocratique : rapport aux médias, à l'opposition... Ces régimes vont à l'impasse. Seules les sociétés civiles et l'Union européenne peuvent s'opposer à une dynamique dangereuse bien au-delà de ces pays.

politique étrangère

Alors que le monde occidental connaît une mutation en apparence profonde, l'Europe centrale conservatrice semble avoir un train d'avance. Le nouveau président américain n'associe pas son mandat à la défense des droits de l'homme mais à ce que le politologue bulgare Ivan Krastev a nommé « la doctrine Bieber¹ » : son « You should go and love yourself » est transposé en cette « priorité nationale » prônée depuis longtemps par les droites extrêmes, et parfois moins extrêmes.

La liste des adeptes de ce culte national particulier est longue mais elle comprend sans aucun doute, à droite, les partisans de cette « contre-révolution culturelle » aux relents vert-de-gris lancée par Orban et Kaczynski à Krynica le 6 septembre 2016², ainsi que les anciens et nouveaux présidents tchèques, Vaclav Klaus³ et Milos Zeman⁴. En l'occurrence, la vision

1. I. Krastev, « Donald Trump and the Bieber Doctrine », *The New York Times*, 20 novembre 2016, disponible sur : <www.nytimes.com>.

2. L'ultraconservateur *Wprost* titrait ainsi le 7 septembre 2016 « Orban et Kaczynski ont parlé d'une voix à Krynica. Ils veulent une contre-révolution en Europe », oubliant le qualificatif « culturelle » présent dans le corps de l'article. Article disponible sur : <www.wprost.pl>.

3. Voir sa page personnelle en date du 3 décembre 2016, disponible sur : <www.cz/clanky/4027>, où il fait du Brexit et de l'élection de Donald Trump ses victoires, et sa page consultable sur : <www.klaus.cz/clanky/4048> où la mort de l'UE serait un progrès.

4. Un social-démocrate ouvertement pro-russe. R. Tait, « Milos Zeman: the Hardline Czech Leader Fanning Hostility to Refugees », *The Guardian*, 14 septembre 2016 disponible sur : <www.theguardian.com>.

d'une communauté nationale fermée et d'une brutalité d'État autorisée par l'absence de juridiction supranationale, s'enrichit d'un protectionnisme économique et d'un soutien aux plus riches de chaque pays, s'ils se soumettent à la ligne politique nouvelle. L'État n'est plus neutre, et la corruption n'est pas une question centrale.

En ce début 2017, la remise en cause des mécanismes institutionnels et des droits des citoyens et des non citoyens va jusqu'à déstabiliser le socle acquis au XVIII^e siècle : contrôle parlementaire de l'activité budgétaire de l'État, *habeas corpus*, renonciation aux atteintes de l'État aux libertés individuelles, égalité face à la loi indépendamment de la naissance ou des « relations ».

La question posée est double. Si l'Europe centrale peut être vue comme précurseur dans une évolution plus générale, s'agit-il là d'une exception liée aux caractéristiques particulières de la région ? Et quelles indications tirer des traits les plus « modernes » des évolutions récentes en Europe centrale pour comprendre ce qui attend le reste de l'Union européenne et d'autres pays ?

Le retour vers un passé mythique

Ce nationalisme est bien au cœur de l'anticipation post-démocratique centre-européenne, comme on l'a vu dès 2010 avec l'installation au pouvoir de Viktor Orban et la « Loi fondamentale » entrée en vigueur début 2012. En instaurant la « constitution historique » comme référence dans ce nouvel ordre juridique⁵, Orban a semblé procéder à la réaffirmation d'une tradition nationale séculaire, avec un retour jusqu'au Moyen Âge symbolisé par le culte de la Sainte Couronne. Une référence renforcée par le préambule de la Loi fondamentale, dite « Profession de foi nationale », qui s'ouvre sur une sorte de catalogue des sources de fierté « historique » et se clôt sur l'affirmation que les générations à venir « rendront à nouveau la Hongrie grande » – référence à peine voilée à la Grande Hongrie, qui réunissait le bassin formé par les Carpates.

Cette légitimation par négation du caractère temporellement labile de la construction nationale se retrouve dans la politique mise en œuvre par le parti Droit et Justice en Pologne, qui a veillé à ce que le pays ait pour « Roi et Seigneur » le Christ⁶ : un retour au temps où l'Église chrétienne (perçue

5. Article R des prolégomènes de la Loi fondamentale adoptée le 25 avril 2011, toujours en vigueur, disponible sur : <<https://net.jogtar.hu>>.

6. « Les évêques de Pologne, le président de la République, le Premier ministre, les présidents de la Diète et du Sénat (etc.) et quelque 100 000 fidèles ont participé ce samedi 19 novembre 2016, à Cracovie, au Sanctuaire de la Miséricorde Divine, à l'« Acte d'accueil du Christ comme Roi et Seigneur de Pologne ». P. Selas, « La Pologne accueille la royauté du Christ », *Infocatho*, 21 novembre 2016, disponible sur : <www.infocatho.fr>.

comme unifiée) pouvait être identifiée à des communautés nationales comparables aux nations bibliques, qui auraient remplacé les Juifs comme peuple(s) élu(s).

Le retour au passé est souvent évoqué par ceux qui dénoncent la duplication de discours et pratiques bien connus du temps du communisme. Comme le souligne Adam Michnik, l'autoritarisme étatique, les attaques antisémites et la rhétorique nationale ont un goût de déjà-vu⁷. L'emblématique dirigeant de *Gazeta Wyborcza* est la voix de la génération qui a mis fin au communisme et associé humanisme de gauche et libéralisme, deux spectres qui hantent la droite au pouvoir, dans son pays et au-delà. En dévoilant la filiation de l'actuel régime avec le communisme, les anciens des oppositions démocratiques espèrent que l'attachement à la liberté sera réactivé en mémoire des luttes passées.

Mais le rétablissement d'un ou plusieurs autoritarismes anciens n'épuise pas les enseignements de ces expériences. L'évolution générale des pays de l'OCDE montre que le dédain n'est pas de mise. Et manifestement, le salut des pays soumis aux souverainistes opposés aux droits de l'homme ne saurait reposer sur l'attente d'une intervention « démocratique » de Washington ou de Bruxelles. Les expériences centre-européennes peuvent donc être instructives.

Ainsi, leur première caractéristique – le double recours, à la fois implicite et explicite et aux fins de légitimation, à un passé inégalitaire voire autoritaire – semble très efficace malgré la contradiction majeure entre les principes d'un communisme implicitement réactivé et ceux des anciens régimes, revendiqués comme références dans leurs formes parfois médiévales. Ce qui prime ici, c'est le recours sans honte à des modèles refusant la liberté individuelle, l'égalité hommes-femmes, et une justice égalitaire. Tout comme le mythe très « communiste » (voir la Corée du Nord) de l'autarcie économique nationale comme horizon rêvé, et l'affirmation d'une supériorité nationale historique à teneur culturelle, invoquant le corps national indépendamment de toute considération pour les réalités sociales (entre autres) des époques invoquées.

La symbiose entre l'héritage de soumission au communisme et l'idéal de retour à une société reposant sur un ordre naturel produit un kitsch avéré⁸. Mais si celui-ci est un précieux indicateur dont l'actualité nord-américaine montre la validité, l'essentiel reste la force des émotions politiques qui accompagnent

7. Il a par exemple affirmé, en Ukraine : « Ce que fait en ce moment le PiS, c'est une République populaire de Pologne bis. » Voir « Le PiS va tirer », *Super Express*, 23 juin 2016, disponible sur : <www.se.pl>. Il pressent un Mайдан polonais face à cette politique vue comme poutinienne.

8. Voir l'analyse de J. Kurska, « Quo vadis, Polonia? », *La Vie des idées*, 22 juin 2016, disponible sur : <www.laviedesidees.fr>.

Le double héritage de la soumission et du retour au passé

la « régression identitaire et le désenchantement démocratique⁹ ». Celles-ci ne fonctionnent pas sur la base de raisonnements clairement articulés. Elles s'alimentent d'informations souvent marquées par le goût du complot (en Pologne les attaques contre Lech Walesa ou Bronislaw Komorowski, président de la République entre 2010 et 2015) : des récits largement inventés de compromissions avec les services secrets communistes ont été des moments importants de la vie politique polonaise récente, bien avant les bruits de la campagne présidentielle américaine de 2016. À l'exigence de démonstration intellectuelle se substituent le jeu des insinuations, et des campagnes visant les émotions et faisant d'« informations » de simples stimuli, adaptables au fil des convenances. D'où la pertinence très relative des réponses rationnelles pour contrer de telles campagnes.

Derrière le rétrograde il y a donc bien des techniques de communication d'autant plus intéressantes à analyser qu'en Hongrie, par exemple, elles fonctionnent depuis longtemps. On peut déjà gager que, sur le moyen terme, l'objectif de pouvoirs qui suivraient la voie hongroise ne serait plus d'enthousiasmer, mais simplement de rendre passif, soumis : évolution similaire à celle imposée par le communisme. Avec une différence cependant : il y avait autre chose que le communisme en Europe, « derrière le mur ». Y aurait-il encore un modèle alternatif à l'illibéralisme revendiqué si s'installaient un peu partout en Europe occidentale des souverainismes agressifs ? On peut déjà noter l'impact, depuis 2010, de la relative passivité de Bruxelles : il est patent en Hongrie, où le pouvoir désarme les partisans de l'état de droit et des droits de l'homme, les privant d'alliés qui pourraient être précieux.

Le caractère « oriental » de l'expérience communiste semblait singulariser ces pays¹⁰, et pouvoir expliquer le refus de solidarité face au problème des réfugiés. Or ce qui prévaut dans l'actuelle « deuxième vie » de l'ère communiste, ne se limite pas à une revendication d'égoïsme national et à une propension à accepter l'autoritarisme protecteur. Car même en l'absence d'expérience communiste on retrouve deux éléments de frustration : l'incapacité à faire face à des responsabilités individuelles et collectives pour des actes explicitement contraires au grand récit national glorieux ; et l'incompréhension face à la perte d'un statut historique rêvé, fait de puissance, d'une

9. Voir l'interview de Patrick Boucheron par M. Foessel et E. Laurentin, « L'émotion souveraine », *Esprit*, mars-avril 2016, p. 34-42.

10. Même les analystes locaux le mettaient en avant, comme Michal Koran, directeur adjoint de l'Institut des relations internationales de l'université Masaryk de Brno. Voir « Central Europe in the European Union: A Story of Hypocrisy », *VisegradInsight*, vol. 8, n° 2, 2015, p. 70-74, disponible sur : <<http://visegradinsight.eu>>.

image de communauté nationale solidaire et apaisée, d'ordre naturel et de pouvoir protecteur. Ces éléments sont très mobilisables, y compris en période de croissance économique (Pologne, États-Unis). Dans le cas du Brexit, on a vu comme la nostalgie de la puissance anglaise (par opposition aux autres composantes du royaume) était forte. Partout on a constaté combien la crainte du neuf et des nouveaux arrivants était forte. Son impact politique ne s'explique que par la promesse d'un monde où la responsabilité (notamment historique) sera évitée, et les causes du déclin national reportées sur d'autres (élites, étrangers, ennemis). En ces temps de « retour à la grandeur nationale », l'heure n'est pas à la pensée historique critique : l'histoire doit justifier l'égoïsme national et délégitimer le droit comme protection universelle, sans qu'on se soucie des impasses passées et futures.

Des novations ?

Le choix « nouveau » de ces régimes qui ressort le plus nettement est l'option pro-russe, ou la reprise, de conserve avec les dirigeants russes, d'un discours sur Bruxelles l'identifiant à un centre supranational et dictatorial¹¹. Mais outre que la Pologne y échappe en bonne partie, sans doute faut-il saluer l'intelligence politique du Kremlin, qui coopère avec les forces politiques les plus opposées entre elles pour assurer son influence, tout en réutilisant la rhétorique utilisée par les communistes contre la Communauté européenne de défense au début des années 1950 avec un succès certain.

Ce brillant recyclage est d'autant plus efficace qu'il bénéficie des technologies de communication les plus récentes. La circulation des images, des propagandistes, des arguments, a trouvé dans l'ancien bloc soviétique un terrain de test remarquable. Le président tchèque Milos Zeman peut ici être considéré comme un objet d'étude privilégié. En dépit d'une position institutionnelle faible, il est devenu un argument russe significatif dans la construction d'un discours de défense du droit des nations contre l'OTAN et l'UE¹².

Restent toutefois trois points qui distinguent clairement les actuels souverainistes obsidionaux de leurs prédécesseurs : le rapport aux médias ; la clôture des horizons de leurs adversaires, en particulier par une politique de

11. Signalons le choix de l'anniversaire de 1956 pour condamner la « soviétisation » de la Hongrie par Bruxelles. Reuters, « Hungary's Orban Rejects "Sovietisation" by Brussels, Defends Nation State », *Euractiv*, 24 octobre 2016, disponible sur : <www.euractiv.com>.

12. D. McLaughlin, « Czechs Launch Anti-Propaganda Unit with Close Eye on Russia. Kremlin-Friendly President Milos Zeman Criticises New "Hybrid Threats" Centre », *Irish Times*, 1^{er} janvier 2017, disponible sur : <www.irishtimes.com>. Pour l'utilisation faite par les médias russes des positions du président Zeman, voir l'analyse de la société Semantic Vision du 24 août 2016, spécialisée dans le renseignement ouvert, disponible sur : <www.semantic-visions.com>.

changement des élites administratives, locales et privées ; enfin le changement du rapport entre le politique et l'économique, qui s'inspire de Singapour et de la Russie de Poutine, tout en différant de ces références.

La fièvre obsidionale souverainiste ici soulignée se fonde sur le sentiment que la nation est assiégée et qu'il faut accentuer le sentiment de menace extérieure (comme lors de la campagne du référendum du 2 octobre 2016 en Hongrie, par exemple¹³). Cette perception d'une guerre de siège entraîne le renoncement à l'universel, même chez les catholiques qui, par définition, devraient y aspirer¹⁴. L'humain n'est plus le nord magnétique, il est remplacé par le national. Or celui-ci, glorieux et joyeux surtout dans les fêtes d'autocongratulation, est souvent tragique, triste et paranoïaque.

Cette paranoïa se manifeste ouvertement dans le rapport aux médias. En Hongrie et en Pologne, à travers des épisodes variés liés parfois aux liens personnels existant entre les hommes du pouvoir et les propriétaires des titres, radios et télévisions, voire sites d'information¹⁵, le pouvoir lamine la presse qui ne lui est pas favorable. Derniers épisodes hongrois : le rachat du quotidien de référence *Népszabadság* par des investisseurs étrangers qui ont transféré le titre à une entreprise proche du maire du village d'où vient Orban ; ou celui de l'hebdomadaire économique *Figyelo* par Maria Schmidt, égyptienne historienne de Viktor Orban, qui disposait déjà de la direction du musée de la Maison de la Terreur.

Il est aisé de rappeler les principes mis en œuvre par Orban : à l'arrivée au pouvoir, contrôle direct et total des médias publics ; avant et pendant, constitution de noyaux privés au service de la conquête et du maintien au pouvoir, de façon très agressive sur un modèle berlusconien. Le but est d'étouffer l'ennemi libéral et de le priver d'accès à l'opinion publique. Ces principes ont été présentés à Varsovie alors que les libéraux de la Plateforme civique étaient au pouvoir¹⁶. L'intention de supprimer tout journalisme tant soit peu indépendant est explicite, comme le recours aux pressions publiques ou discrètes. L'affirmation du pouvoir « populaire » est ici calibrée sur la pratique

13. Interview de Paul Gradwohl réalisée par C. Bouanchaud : « Référendum antimigrants en Hongrie : "Un échec grave pour Viktor Orban" », *Le Monde*, 3 octobre 2016, disponible sur : <www.lemonde.fr>.

14. Le pape François, cible fréquente des journaux proches du PiS en Pologne, s'est inquiété de la montée du populisme dans un entretien à *El País*, le 22 janvier 2017. Voir la présentation faite en français par *Radio Vatican*, disponible sur : <<http://fr.radiovaticana.va>>.

15. Sur la Hongrie, *Hungarian Spectrum* suit la situation régulièrement. Pour ce qui est de la Pologne, en attendant de nouvelles lois sur les médias, on voit déjà combien *Gazeta Wyborcza* est ostracisée. Dans tous ces pays, les médias publics sont mis au pas quitte à provoquer des baisses d'audience comme pour les journaux télévisés en Pologne.

16. Rencontre dans l'amphithéâtre de l'ancienne bibliothèque universitaire, le 6 mars 2013, annonce sur le site de l'université disponible sur : <www.ce.uw.edu.pl>.

communiste de la fin des années 1940, et enrichie par une stratégie de petits «noyaux durs». Surtout, il s'agit dans les faits de supprimer les médias en tant qu'intermédiaires, et de les faire fonctionner, pour le politique comme pour le commercial, sur ordre. Toute investigation est donc exclue, sauf sur commande. C'est l'espace public lui-même qui se transforme. Et de ce point de vue, cette perspective mérite réflexion bien au-delà de l'Europe centrale.

Car ce qui est en jeu, c'est tout simplement la possibilité de construire une alternative politique. En Hongrie, le pouvoir fait bloc autour du chef, et les oppositions voient leurs divisions attisées par le Fidesz («Alliance civique hongroise», parti présidé par Orban). En Pologne, le PiS («Parti Droit et Justice») envisage de créer un statut pour l'opposition parlementaire afin d'en limiter les droits. Dans les deux cas les contre-pouvoirs judiciaires ou techniques (autorités de régulation, médiateurs) sont sabotés, et si possible éliminés. Les menaces de mise au pas des systèmes d'enseignement et des enseignants se précisent, renouant avec des pratiques de contrôle en vigueur avant 1989 – ce qui explique le puissant mouvement qui agite les enseignants en Hongrie depuis plus d'un an¹⁷. Les pouvoirs nouveaux offrent cependant en nombre postes et prébendes, se constituant des groupes d'affidés tenus par le désir de maintenir des avantages matériels cavalièrement acquis. Il semble toutefois qu'un des contrecoups de ce virage soit l'accroissement du désir d'émigration d'une partie de la jeunesse appelée à faire des études. Pour la Hongrie, le phénomène touche désormais une importante proportion de cette jeunesse – phénomène reconnu par le gouvernement. Pour la Pologne, il n'est pas encore aussi clair. Et comme ce qui se passe dans les pays d'accueil est décisif, tout peut changer.

Un contrôle direct et total des médias publics

Reste à comprendre le moteur socio-économique de ces stratégies politiques. L'affaire est d'autant plus compliquée que les choix de ces gouvernements ne sont pas toujours explicites, et sont rarement fondés sur des considérations économiques standard. Le choix d'un avenir nucléaire russe pour la Hongrie a pour seul avantage certain le fait d'imposer le sceau du secret sur des financements permettant au pouvoir de disposer, pour au moins 15 ans, d'une caisse noire sans fond. Pour le reste, la part des financements russes promis varie, l'intérêt technique n'est pas évident, et les enjeux sécuritaires sont incertains. La course aux investissements étrangers n'a pour égal que les discours sur l'autosuffisance, ou sur la qualité des exportations. Et ces pays n'ont pas les ressources de la Russie, de l'Inde ou de la Chine pour construire des fonds souverains ou maîtriser des

17. Sur les contradictions de ce mouvement, voir par exemple l'analyse de *Hungarian Spectrum* du 3 septembre 2016, disponible sur : <<http://hungarianspectrum.org>>.

filières de production significatives à l'échelle internationale (Arcelor-Mittal, Rosneft, etc.). Contrairement à ce qui peut se passer dans les grands pays, les perspectives du souverainisme obsidional sont, en Europe centrale, économiquement et militairement limitées. Moins d'Europe impose à l'Europe centrale plus de clientélisme, et un retour à la course aux parrainages de l'entre-deux-guerres. Dans les relations bilatérales avec une Russie amie ou non des États-Unis, que pourront peser les pays d'Europe centrale ?

Cette triple impasse (médiatique, politico-sociale et économique) ne peut pourtant faire oublier la sombre attraction exercée par ce modèle. C'est la leçon essentielle pour ceux qui veulent envisager des solutions alternatives. L'impasse n'apparaît pas repoussante – au contraire. En dépit du souvenir de deux guerres mondiales, et bien que ces sociétés atteignent aujourd'hui un niveau de bien-être inédit avec l'aide de l'UE, l'insatisfaction relative de la population, et la crainte de la concurrence sociale et culturelle d'éventuels nouveaux venus, génèrent un désir de sécurité qui se contente d'un horizon terne, clos, mais fondé sur le mythe indépassé de l'entre-soi. C'est ce qui explique le succès de la politique de refus des quotas européens d'installation des réfugiés – quotas pourtant très minimes –, refus aujourd'hui largement avalisé par la droite européenne, alors même que c'est une Commission qui n'était pas vraiment de gauche qui avait lancé le processus... Il est ici inutile de revenir sur les accusations d'égoïsme portées en 2015-2016 contre le groupe de Visegrad (fondé par la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie en 1991, étendu depuis 1993 aux deux États successeurs de cette dernière fédération). Cet égoïsme est dorénavant revendiqué par Donald Trump, et plus seulement Vladimir Poutine ou Viktor Orban. Tous trois, de concert avec des droites catholiques exclusivistes, usent d'arguments infâmes contre les musulmans, et affirment défendre les valeurs de la civilisation chrétienne contre le pape.

Quelles réponses ?

Malgré l'impression d'inéluctabilité que produit la vague du souverainisme obsidional, il est des horizons qui méritent qu'on les considère. Une des réflexions qui peut permettre de voir plus loin part de l'analyse du sort des femmes, partout soumises à de rudes attaques visant, au moins implicitement, à rétablir l'homme et le *pater familias* dans ses « droits naturels ». Certains esprits critiques, au-delà de la faillite du « néo-libéralisme¹⁸ », soulignent que celui-ci a effectivement produit des effets contradictoires d'un point de vue social, et que la « politique du

18. T. Garton Ash, « Is Europe Disintegrating? », *The New York Review of Books*, 19 janvier 2017, disponible sur : <www.nybooks.com>.

genre » a parfois pu accompagner des modes de gouvernance technocratiques aux effets négatifs sur nombre de femmes. Les politiques d'égalité ont ainsi pu être facteur d'insécurité pour certain(e)s, et le « genre » faire ainsi l'objet d'attaques répétées¹⁹.

Mais Andrea Peto et Weronika Grzebalska signalent aussi que l'un des impacts de la présidence Trump²⁰, qui comptera parmi ses premiers invités son soutien Viktor Orban²¹, sera sans nul doute la consolidation d'un « illibéralisme transnational » bénéficiant du soutien financier des pouvoirs en place. À l'inverse, les ONG prônant les droits de l'homme et de la femme, l'équilibre des trois pouvoirs, la défense des droits des faibles (socialement), se verraient privées de ressources, du moins officielles, et sans doute entravées dans leur action. Leurs membres seraient bientôt confrontés à des risques personnels, physiques, financiers, ou de carrière, comme on le voit déjà, çà et là, en Europe centrale. L'hypothèse peut être ici que tout cela produira une nouvelle génération de militants, qui ne dépendront plus d'un soutien institutionnel qui avait pour conséquence de les rendre moins sensibles aux revendications sociales et politiques justifiant leur action. En d'autres termes, une (re)politisation bienvenue.

La mobilisation nécessaire des sociétés civiles

Cette supposition présente un mérite majeur. Elle suggère une prise de conscience qui n'est pas encore évidente dans d'autres contrées. Le tournant actuel vers l'ordre clos des patriotes autocentrés ne va pas seulement accroître les risques de guerre, y compris atomique comme l'évoquait le pape François dans son intervention pour le journal *El Pais* du 22 janvier 2017. Il va aussi, nécessairement, poser la question de l'engagement contre le consumérisme auto-satisfait et aveugle au sort des voisins²². Dans un système de méfiance généralisé, où le contrôle des communications et les entraves à la vie privée²³

19. W. Grzebalska, E. Kovats et A. Peto, « Gender as Symbolic Glue: how "Gender" Became an Umbrella Term for the Rejection of the Neoliberal Order », *Political Critique*, 13 janvier 2017, disponible sur : <http://politicalcritique.org> et aussi leur analyse de 2015, *Gender as Symbolic Glue. The Position and Role of Conservative and Far Right parties in Anti-Gender Mobilizations in Europe*, Bruxelles, Foundation for European Progressive Studies, disponible sur : www.feps-europe.eu.

20. « What Does the World Expect of a Trump Presidency? », *The Conversation*, 20 janvier 2017, disponible sur : <https://theconversation.com>.

21. « Viktor Orban a été invité par Donald Trump », *La Tribune de Genève*, 25 novembre 2016, disponible sur : www.tdg.ch.

22. Maciej Kisilowski souligne l'utilisation des techniques du marketing, voir « How Eastern Europe Blew Up the West », *Project Syndicate*, disponible sur : www.project-syndicate.org.

23. Voir les lois anglaises et hongroises de 2016, ou pour la Pologne l'article d'Anna Czyzyk qui montre que l'antiterrorisme a le dos très large : « La Pologne a introduit des restrictions draconiennes à la vie privée et à la liberté », 22 janvier 2017, Fondation Centre de Contrôle Citoyen OKO, disponible sur : <http://oko.press>.

risquent de toucher directement de plus en plus de personnes, la mobilisation en réseau, au-delà des solidarités locales sans doute réactivées, peut amener à des prises de conscience encore inespérées en ce début 2017²⁴. On le voit en Hongrie en dépit des bientôt sept années d'un pouvoir de plus en plus autoritaire.

Si une leçon peut être tirée des expériences d'Europe centrale, c'est celle de l'importance du maintien de l'activité des mécènes de la démocratie, de la mise en circulation d'informations non contrôlées par l'État et ses agents ou ceux du parti dominant, tout comme la survie d'entrepreneurs privés ne baissant pas la tête face aux bureaucrates et à la corruption, et aidant les systèmes judiciaires et les médias à ne pas sombrer dans la soumission à l'exécutif. Car c'est le fonctionnement même du marché qui est en cause²⁵. De même, il est souhaitable que la vie religieuse et associative ne soit pas réduite à ce qui se passe, par exemple, en Hongrie, avec l'association officielle des étudiants universitaires, encore plus proche du pouvoir que ne l'étaient les jeunesses communistes dans les années 1980. Sur tous ces points, les pays qui échappent à la domination du souverainisme obsidional ont leur mot à dire. Même Viktor Orban compte sur un noyau européen de défense autour de la France et de l'Allemagne.

Le transnational en Europe n'est pas condamné à être monopolisé par les seules forces liberticides. L'enjeu n'est pas seulement une lutte défensive au nom de principes institutionnels, mais bien l'affirmation d'un modèle promouvant la non discrimination, l'abolition de la peine de mort, l'éducation généralisée et modernisée, le droit d'enquête des médias et des citoyens, l'accès aux soins, et la solidarité en toute liberté. Ce modèle n'est pas celui de l'autoritarisme clos sur lui-même.

L'illusion du confort qui est le nôtre a trouvé sa limite. On peut remercier Orban, Kaczynski et Zeman de nous l'avoir souligné avant Monsieur Trump²⁶. Les entrepreneurs de la résistance à l'apathie et à la soumission, bien présents en Europe centrale, méritent attention. Il est temps de changer la géographie mentale de la démocratie européenne. Il ne s'agit pas de réanimer la nostalgie pour Havel, Kis, Michnik, et leurs amis. Ce qui est en cause, ce sont certes les derniers dissidents encore actifs, mais surtout les

24. D. Francfort, *Un été 16*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 2016. Il part d'une perspective transeuropéenne pour constater un début de vigilance face à la « communauté nationale exclusive » (p. 146-156).

25. Des groupes internationaux tentent de réagir face à des marchés corrompus et des systèmes judiciaires sous contrôle. Les enjeux écologiques s'ajoutant à cette dimension politique, le mouvement actuel d'autorégulation pourrait entraver le souverainisme corrupteur.

26. D. Frum, « How to Build an Autocracy », *The Atlantic*, mars 2017, disponible sur : <www.theatlantic.com>.

jeunes générations, et aussi la capacité de l'Union européenne à jouer de sa puissance, comme on le constate dans le cas du contrat nucléaire hongrois avec la Russie, qui pourrait être bloqué. En ce cas, comme pour les affaires de défense, il est tout à fait possible de faire évoluer des dirigeants portés au souverainisme obsidional vers d'autres choix. C'est d'autant plus aisé à envisager que cette orientation, malgré les revendications historicisantes et traditionnalistes, est dépourvue d'ossature idéologique établie, et va à l'encontre des dynamiques les plus novatrices – sauf pour ce qui est des moyens techniques de contrôle totalitaire.



Mots clés

Hongrie
Pologne
Union européenne
Souverainisme

